



## « Revue des Missions » Rencontre avec Cédric GRAIL, cabinet de Thierry MANDON

**Solidaires Fonction Publique a rencontré Cédric Grail membre de cabinet de Thierry Mandon le 7 octobre. A noter au passage que les prérogatives initiales de Marylise Lebranchu ont été amputées par la création en juin 2014 d'un secrétariat d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la Simplification attribué à Thierry Mandon à l'occasion du remaniement ministériel Valls 2.**

**Nommé le 3 juin, T. Mandon n'a pas jugé utile de rencontrer les organisations syndicales, ce qui laisse mal augurer du dialogue social sur la réforme de l'Etat. Il a fallu insister auprès de la Ministre de la Fonction Publique pour que le cabinet daigne enfin nous recevoir.**

**Aussitôt nommé, T. Mandon s'est attelé à lancer la « revue des Missions ».**

### ***Objectif poursuivi : tri sélectif des missions***

Rappelons ici que le secrétaire d'Etat a explicité sa démarche le 27 août à l'occasion de l'université d'été du MEDEF en ces termes: « *est-ce qu'il n'y a pas un tri à faire dans les missions de l'Etat aujourd'hui, est-ce qu'on ne doit pas réfléchir au bon niveau d'exercice de ces missions entre Etat central et Etat déconcentré, est-ce que finalement des choses ne doivent pas être transférées aux collectivités territoriales, aux acteurs privés, aux associations, peut-être parfois à des groupes citoyens ?* ».

Solidaires Fonction Publique a rappelé ces propos contestables. Le cabinet du Ministre s'est employé à être rassurant. Soulignant les erreurs du gouvernement passé (RGPP, RÉATE), il a insisté sur la nécessaire modernisation de l'Etat (l'administration doit s'améliorer en continu), et la Revue des Missions devait être un exercice utile, un travail préalable nécessaire. Il faut lister les missions : des missions sont peut-être à abandonner, d'autres à conforter, ou à réorganiser, des missions peuvent même être créées a-t-il affirmé.

Solidaires Fonction Publique a souligné que l'administration s'est déjà grandement modernisée : on ne travaille plus au Bic et au carbone, l'organisation a changé et la fonction publique s'est adaptée au fil du temps. Bien des entreprises du secteur privé n'ont pas connu un tel train de réformes permanentes ! Solidaires Fonction Publique a insisté sur la nécessité d'assurer le service public en préservant son unicité sur l'ensemble du territoire : il faut repartir des missions, mais pas pour s'en débarrasser, pour les assurer.

### ***Méthode et calendrier :***

→ La revue des Missions a déjà commencé. Les secrétariats généraux des administrations sont chargés de lister les missions, et doivent rendre leur copie le 10 octobre, puis le SGMAP dessinera une carte nationale de concertation d'ici fin octobre.

→ Début novembre commence la concertation. A cette fin, trois groupes de travail seront constitués : « collectivités locales, » « agents » (comprendre sous le vocable « agents » : « cadres intermédiaires et managers de proximité ») et enfin « bénéficiaires ».

→ Une feuille de route ministérielle et interministérielle sur trois ans (2015-2017) sera arrêtée.

→ Un premier train de mesures sera alors élaboré mi février /mars 2015.

Les organisations syndicales seront informées en CTR et CTL.

La revue des Missions sera tout particulièrement suivie par le Conseil national des services publics (CNSP) mis en place le 9 octobre.

Solidaires Fonction Publique a souligné l'erreur faite de confier cette réforme à la technocratie qui est totalement déconnectée du réel, et a relevé que Thierry Mandon va très vite, trop vite.

Mais qu'on se rassure : le projet une fois ficelé sera présenté aux organisations syndicales comme aux élus. Solidaires a dénoncé que dans le groupe de travail représentant les « agents », les organisations syndicales n'y soient pas associées.

Solidaires Fonction Publique a insisté sur le lien qu'il y a entre réforme de l'Etat, réforme territoriale, métropolisation, et redécoupage territorial.

Quant à la problématique de l'interministérialité et de la mutualisation, Solidaires Fonction Publique a souligné que la mutualisation n'est pas toujours source d'économies et de lisibilité : on y met en fait des activités qui n'ont rien à voir entre elles, et les agents ne se gèrent pas de la même manière alors qu'ils exercent des missions différentes. Nous avons ré insisté sur l'ineptie de l'organisation des DDI et des conséquences toutes particulières sur les services de la DGCCRF.

Solidaires Fonction Publique a insisté sur le très lourd climat qui règne dans la fonction publique alors que Le Premier Ministre, Manuel Valls, ne s'adresse qu'aux entreprises.

***Solidaires Fonction Publique estime que les organisations membres doivent se saisir de la question de la revue des Missions, et être attentives à son évolution, car elle risque de devenir très vite un sujet polémique entre le gouvernement et nous.***